
RAPPORT DE MISSION

**DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES AUX
ASSEMBLEES ANNUELLES DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FMI**

**A WASHINGTON
DU 22 AU 25 SEPTEMBRE 2005**

RAPPORT DE MISSION

DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES AUX ASSEMBLEES ANNUELLES DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FMI A WASHINGTON DU 22 AU 25 SEPTEMBRE 2005

S.E. Monsieur ALI FARAH ASSOWEH, Ministre de l'Economie des Finances et de la Planification Chargé de la Privatisation et Gouverneur de la Banque mondiale, a participé aux assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI à Washington DC, du 22 au 25 septembre 2005.

Le Ministre était accompagné d'une forte délégation composée de **Messieurs ROBLEH OLHAYE**, Ambassadeur de Djibouti à Washington ; **DJAMA MAHMOUD HAID**, Gouverneur de la Banque Centrale et Gouverneur du FMI ; **AHMED OSMAN**, Directeur de la Banque Centrale et Gouverneur suppléant du FMI ; **SIMON MIBRATHU**, Directeur du Financement Extérieur et Gouverneur suppléant de la Banque mondiale ; **AHMED MOHAMED CHEICK**, Premier Fondé de Pouvoir au Trésor, et **SAID MOHAMED FARAH**, Directeur des Ressources Humaines.

En marge des assemblées, le Ministre des Finances et sa délégation ont eu des réunions de travail avec les responsables de la Banque et du FMI sur l'état d'avancement du programme de réformes économiques. Le Ministre a également procédé à la signature de deux accords de Don.

I. TRAVAUX DES ASSEMBLEES ANNUELLES

Les assemblées annuelles ont été ouvertes par **Monsieur Augusto de Rato**, Directeur Général du FMI, et **Monsieur Donald Wolfowitz**, Président de la Banque mondiale. Les thèmes ont porté sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM) et les moyens pour les atteindre dans les pays en développement. En effet, tous ont convenu que pour mettre l'Afrique sur la voie de la croissance forte et durable qu'exige la réalisation des ODM, il convient d'accorder une plus grande attention au développement des infrastructures, du commerce, au renforcement de l'intégration régionale et au développement du secteur privé.

Pour cela, il est urgent de résoudre le problème de la dette extérieure des pays d'Afrique, notamment en accélérant le processus PPTTE et en annulant la dette conformément aux récentes décisions des pays du G8. Cela doit s'accompagner de la mobilisation de financements additionnels pour permettre la réalisation des ODM.

La communauté internationale a montré sa préoccupation sur la progression de la pauvreté et a encouragé les pays développés à mobiliser des financements additionnels pour remédier efficacement contre le fléau de la misère.

II. REUNIONS AVEC LA BANQUE MONDIALE

1) Réunion avec le Vice président de la Banque

Après un déjeuner de travail offert par Monsieur Emmanuel MBI, Directeur Régional des Opérations basé au Caire, et l'équipe de la Banque mondiale travaillant sur Djibouti, le Ministre des Finances et sa délégation a rencontré le Vice-président de la Banque mondiale, **Monsieur Christian POORTMAN**, le vendredi 23 septembre 2005.

Le Ministre s'est déclaré satisfait de la dernière décision de la Banque de maintenir, pour deux années, les termes standards (10 ans de grâce et 30 ans de remboursement) pour les prêts IDA accordés à Djibouti et a remercié la Banque pour son soutien constant aux réformes économiques engagées par notre gouvernement ces dernières années. Durant ces 2 années, le gouvernement devra réaliser toutes les activités de renforcement du système statistique national, notamment pour la partie comptabilité nationale et le recensement de la population. Le Ministre a assuré la Banque que les autorités sont conscientes de ce défi et n'ont pas manqué de donner la priorité en adoptant dernièrement le décret portant organisation du recensement national.

La décision de la Banque permettra ainsi la présentation prochaine au conseil d'administration du mois d'octobre 2005 des Projets Education (10 Millions \$) et Energie (7 Millions \$)

La Banque mondiale s'est déclarée satisfaite des progrès réalisés par le gouvernement djiboutien dans la mise en oeuvre des réformes sectorielles, en

particulier dans le secteur de l'éducation et de la santé, mais a toutefois soulevé la question de la compétitivité de l'économie djiboutienne.

Le Ministre a souligné que la pauvreté est criante à Djibouti et que les statistiques partielles ne reflètent pas la réalité socio-économique du pays. Tout en félicitant la Banque de vouloir approfondir la question de la compétitivité avec les autorités djiboutiennes, il a affirmé que la solution à cette question ne se résume pas uniquement aux ajustements de la masse salariale ou de la parité de la monnaie. Le Ministre a proposé que la réflexion soit poursuivie en partenariat tout en tenant compte des spécificités de l'économie djiboutienne.

Fort de ce partenariat, le Ministre a demandé au Vice président l'ouverture d'une mission résidente de la Banque à Djibouti pour un meilleur suivi des projets et faciliter le travail de la mission du Caire. En effet, le développement du portefeuille des projets IDA requiert un suivi plus rapproché des projets.

A l'issue de la réunion, le Ministre de l'Economie et des Finances a signé avec le Vice-Président de la Banque Mondiale, deux Accords de Don d'un montant de **357 000 \$US** et **343 000 \$**. Le premier Don concerne la réforme du système de passation des marchés publics (CPAR) et le second est un appui à la Direction du Budget (CFAA) pour renforcer ses capacités dans le domaine de la préparation et de l'exécution du budget.

Ont pris part à la cérémonie de signature, **Monsieur ROBLEH OLHAYE**, Ambassadeur de Djibouti à Washington, et **Monsieur DJAMA MAHMOUD HAID**, Gouverneur de la Banque Centrale de Djibouti.

Le Ministre a remercié les responsables de la Banque pour leur appui et a exhorté la Banque à mobiliser toutes les ressources nécessaires auprès des autres bailleurs de fonds pour le financement de la stratégie de réduction de la pauvreté. Il a également ajouté que le gouvernement ne ménagera pas ses efforts pour poursuivre les réformes engagées afin de créer les conditions réelles d'une croissance économique durable.

M. Poortman s'est engagé à visiter Djibouti pour la seconde fois en décembre 2005 pour s'enquérir de l'évolution de la situation économique et sociale sur le terrain.

2) Réunion avec l'Administrateur de la Banque mondiale

Le Ministre des Finances et Gouverneur de la Banque mondiale a rencontré le vendredi 22 septembre **Monsieur Paulo GOMEZ**, Administrateur de la Banque mondiale représentant Djibouti.

Le Ministre a exposé les progrès macroéconomiques enregistrés et s'est félicité de la décision de la Banque de reconsidérer notre éligibilité aux termes classiques de l'IDA même si cette décision est temporaire. Il a reconnu la faiblesse de notre système statistique qui donne une image biaisée de la réalité sur le terrain et a invité l'Administrateur à effectuer une visite à Djibouti pour voir de près l'état de la pauvreté. Le Ministre a également mis l'accent sur la nécessité d'avoir à Djibouti une mission résidente de la Banque pour assurer un suivi plus efficace des dossiers.

L'Administrateur a approuvé la décision de la Banque de revenir sur sa position car tout le monde est conscient de la réalité de la pauvreté qui ne peut être effacée par des facteurs contingents (présence de troupes étrangères et d'une forte communauté expatriée). Malgré l'appartenance de Djibouti au groupe des pays du Moyen Orient (MENA), M. Gomez s'est engagé à mobiliser son bureau pour nous assister dans nos relations avec la Banque.

3) Réunions avec la SFI et la MIGA

La délégation a rencontré, le dimanche 25 septembre, le Directeur du Département Afrique de la Société Financière Internationale (SFI) et son représentant en Afrique de l'Est, **Monsieur Jean Charles Prosper**. La délégation a fait part de son souhait de voir la SFI intervenir à Djibouti pour encourager le développement des investissements privés. En effet, le climat des affaires à Djibouti est favorable mais persiste toujours le problème de l'accès au financement pour les opérateurs privés.

Le Directeur s'est engagé à envoyer en mission durant le premier trimestre 2006 son représentant dans la région pour examiner les potentialités existantes dans le pays.

Dans la même journée, la Délégation a également rencontré **Madame Elisabeth Beers**, Coordinatrice pour Djibouti à l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA). Cette dernière a informé que Djibouti n'avait toujours pas signé la convention d'adhésion à la MIGA, cette adhésion est une assurance complémentaire pour les investisseurs étrangers potentiels.

III. REUNION AVEC LE FMI

Le Ministre des Finances a eu, le samedi 24 septembre 2005, une réunion de travail avec **Monsieur Amor TAHARI**, Directeur adjoint du Département Moyen Orient, en l'absence du Directeur, M. Khan.

Tout en souhaitant la bienvenue à la délégation, le directeur adjoint du FMI s'est félicité des progrès réalisés par les autorités djiboutiennes en matière de réformes et a informé que la présentation du programme PSF est prévue pour le 28 septembre 2005. A cette fin, il a souhaité s'informer sur l'état d'exécution du programme au 30 septembre, l'état d'avancement dans la préparation du budget 2006 et les prochaines étapes fixées pour une nouvelle FRPC. Une Mission du FMI est prévue pour fin octobre 2005 pour traiter en détail de ces points.

Le Ministre a présenté les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme de Suivi (PSF) et des efforts engagés pour adopter d'ici décembre 2005 les réformes structurelles (code des investissements, code du commerce). Il a précisé que la loi de finances rectificative adoptée en août 2005 est conforme aux recommandations de la mission du Fonds de juillet dernier et en ce qui concerne le budget 2006 les discussions sont bien avancées. Pour la question de la dette vis-à-vis de l'Italie, le Ministre a fait part de ses discussions à Rome sur le déblocage de ce dossier et le dossier de la dette vis-à-vis de l'Espagne sera également discuté.

Le directeur adjoint du FMI a fait part de ses préoccupations sur la question de la compétitivité et les solutions appropriées. Il a reconnu que le FMI n'a pas l'intention de donner des consignes ou d'imposer des mesures mais il est disposé à accompagner les autorités dans une démarche accélérée pour examiner quelles sont les options envisageables : ajustement des dépenses salariales ou ajustement par la parité monétaire.

Le directeur adjoint du FMI s'est engagé à appuyer le gouvernement dans la réflexion et la recherche de solutions. Il s'est dit prêt à effectuer une visite de travail à Djibouti prochainement. Il a cependant souligné que les efforts du gouvernement doivent être maintenus afin de faire bénéficier au pays d'un nouveau programme FRPC qui conditionne une croissance économique forte.

Le Ministre a affirmé que les solutions ne sont pas aussi simples mais le Gouvernement est ouvert à des discussions approfondies sur la question, à l'instar de ce que la Banque propose, avec les experts du FMI. Il a assuré le responsable du FMI que la volonté politique de poursuivre les réformes est forte pour lutter efficacement contre la pauvreté à Djibouti et atteindre les Objectifs du Millénaire.